

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

AUDE

COOPÉRATIVES

ASSOCIATIONS

MUTUELLES

FONDATAIONS



cres

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
Languedoc-Roussillon



Sommaire

Introduction	4
Données territoriales de cadrage	5
Chiffres clés et poids de l'économie sociale	6
Composition et place de l'économie sociale	7
Composition selon la forme juridique des établissements	7
Composition selon les secteurs d'activité	9
Place de l'économie sociale dans les secteurs d'activité	11
Composition et place de l'économie sociale	13
Répartition des effectifs par catégorie socioprofessionnelle	13
Répartition des effectifs par sexe	14
Répartition des effectifs par tranche d'âge	15
Conditions d'emploi	16
Nature du contrat de travail	17
Conclusion	18

Introduction

L'économie sociale correspond aux entreprises de droit privé reposant sur des formes de propriété collective et donnant la primauté au projet sur le capital, soit les coopératives, les mutuelles, les associations et les fondations (dans l'ordre chronologique de leur participation aux instances représentatives de l'économie sociale).

Dans le contexte de crise économique et financière que traverse aujourd'hui l'Europe, les spécificités et atouts de ces entreprises, notamment leur caractère non-délocalisable, ressortent encore plus clairement que par le passé. Ceci peut expliquer qu'un nombre croissant de Collectivités territoriales, dont le Conseil Général de l'Aude, manifestent un vif intérêt à leur égard et s'attachent à les prendre en compte dans le cadre de leur politique de développement économique.

Ce choix politique a incité la Chambre régionale de l'économie sociale Languedoc-Roussillon (Cres LR) à réaliser le présent Panorama, lequel s'inscrit dans la série des études statistiques produites par son Observatoire (Ores LR). Ces études reposent sur l'exploitation et l'analyse de données obtenues auprès de l'Insee via une commande commune passée par le réseau formé, d'une part, de l'Oness¹, porté par le Conseil National des Cres, et, d'autre part, des Ores, portés par les Chambres régionales.

L'économie sociale étant difficilement appréhendable par le système statistique standard, cette commande a donné lieu à des traitements particuliers, en vue de limiter les cas d'occurrence du secret statistique². Tous n'ont cependant pas pu être éliminés. La présente étude repose sur des données relatives à l'année 2009.

¹ Observatoire national de l'économie sociale et solidaire.

² Le secret statistique s'applique dans les cas suivants : aucune case (obtenue par croisement d'indicateurs) ne doit comporter moins de 5 salariés ou postes ; aucun salarié ou poste ne doit représenter plus 80 % de la masse salariale d'une case ; aucune case ne doit se rapporter à moins de 3 entreprises ou 3 établissements ; aucune entreprise ou établissement ne doit représenter plus de 85 % de la grandeur étudiée dans la case.

Données territoriales de cadrage

Le Département de l'Aude est composé de cinq Pays (Pays Carcassonnais, Pays de la Narbonnaise, Pays Corbières-Minervois, Pays Moyenne et Haute Vallée de l'Aude, Pays Lauragais) et compte, au 31 décembre 2009, 341 022 habitants.

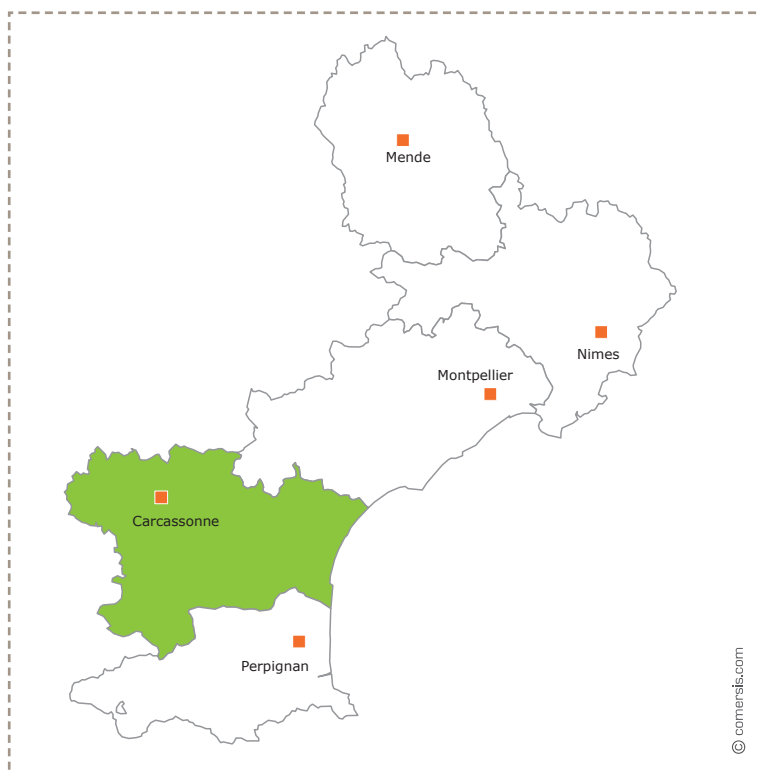
La population audoise est globalement plus âgée que la moyenne nationale et régionale (les 65-79 ans représentent 15,1 % des habitants et les 80 ans ou plus, 6,5 %), et cette tendance se poursuivra, selon les projections de l'Insee, dans les années à venir (Source : Insee, RGP 2007).

La répartition de la population par tranche d'âge est également liée aux caractéristiques de chaque Pays : les deux Pays les plus ruraux (Corbières-Minervois et Haute Vallée) sont aussi ceux où la population âgée est la plus nombreuse.

En 2008, l'Insee plaçait l'Aude au troisième rang des départements les plus pauvres de France (après la Seine-Saint-Denis et la Corse), avec un taux de pauvreté (pourcentage des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, calculé à 60 % de la médiane des niveaux de vie) de 19,3 %, pour une moyenne en France métropolitaine de 13 %. En outre, près de 40 % des familles monoparentales vivaient en dessous du seuil de pauvreté dans le département.

Le chômage dans l'Aude, comme en région, est supérieur à la moyenne nationale. La tendance est globalement à la hausse depuis plusieurs années (au 1er trimestre 2011, le nombre de demandeurs d'emplois était de 18 300, soit un taux de chômage de 12,9 %). La Zone d'Emploi de Narbonne est plus touchée par le chômage que celle de Carcassonne : au 4ème trimestre 2010, la Zone de Narbonne connaissait un taux de chômage de 13,3 %, supérieur même à la moyenne régionale, tandis que celle de Carcassonne était à 11,9 %.

L'Aude est particulièrement concerné par l'ensemble des minima sociaux, et notamment par les dispositifs RMI puis RSA. Le nombre des bénéficiaires augmente régulièrement, avec 22 883 personnes percevant les allocations en 2008, pour 25 054 en 2009.

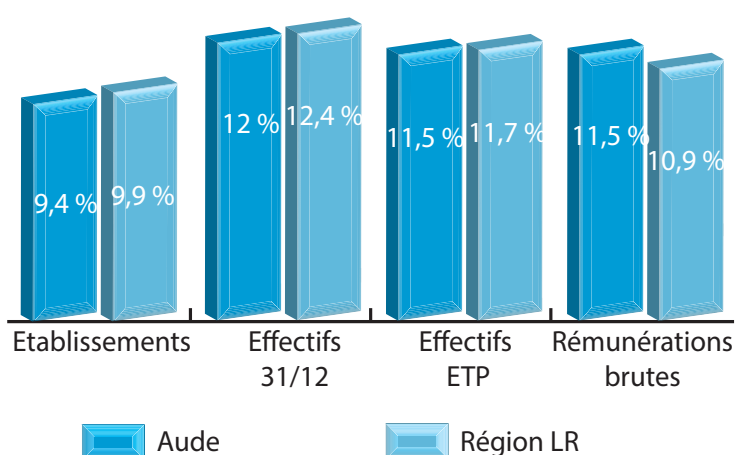


Chiffres clés et poids de l'économie sociale

Indicateurs	Economie sociale (ES)	Privé hors ES	Public	Total général
Etablissements employeurs	1 413	12 247	1 423	15 083
Effectifs au 31/12	11 046	51 869	29 369	92 284
Effectifs ETP	9 658	47 433	26 876	83 967
Rémunérations brutes (K €)	250 972	1 220 089	716 244	2 187 305

Source : Insee - Clap 2009 / Traitement Ores LR

Poids comparé de l'économie sociale dans l'Aude et en Languedoc-Roussillon



Source : Insee - Clap 2009 / Traitement Ores LR

Pour chacun des indicateurs considérés, le poids de l'économie sociale à l'échelle du département de l'Aude apparaît proche de ce que l'on observe au niveau régional.

On notera toutefois que le **différentiel assez sensible existant, au niveau régional, entre le poids de l'économie sociale dans l'ensemble des effectifs (12,4 % des effectifs au 31/12 et 11,7 % des effectifs ETP) et celui qu'elle représente en termes de rémunérations (10,9 %), est beaucoup moins marqué dans le département**, où les ratios correspondants s'établissent, d'une part, à 12 % et 11,5 %, et, d'autre part, à 11,5 %. Ceci suggère que les rémunérations au sein de l'économie sociale audoise sont relativement élevées.

Le rapprochement avec les données relatives à la population permet de constater, s'agissant de l'économie sociale, que **le ratio départemental des effectifs ETP pour 1 000 habitants est légèrement inférieur à celui enregistré au niveau régional**. Il en est de même pour l'économie publique, tandis que l'écart, toujours dans le même sens, s'avère nettement plus significatif pour le reste de l'économie privée.

Indicateurs	Département de l'Aude	Région Languedoc-Roussillon
Population	353 980	2 610 890
Effectifs ETP de l'économie sociale pour 1 000 habitants	27,3	31
Effectifs ETP de l'économie privée hors ES pour 1 000 habitants	134	153,5
Effectifs ETP de l'économie publique pour 1 000 habitants	75,9	81,2

Source : Insee - Clap 2009 / Traitement Ores LR

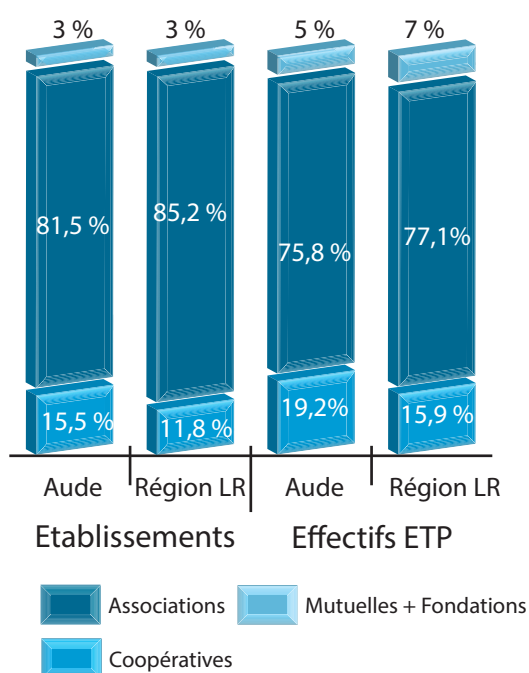
Composition et place de l'économie sociale

Composition selon la forme juridique des établissements

	Etablissements employeurs	Effectifs ETP	Rémunérations brutes (K €)
Coopératives	220	1 855	61 908
Associations	1 152	7 324	175 265
Mutuelles + Fondations ³	41	479	13 799

Source : Insee - Clap 2009 / Traitement Ores LR

Poids comparé des composantes de l'économie sociale dans l'Aude et en Languedoc-Roussillon



Source : Insee - Clap 2009 / Traitement Ores LR

En termes **d'établissements**, les **coopératives** sont **relativement plus nombreuses** dans l'Aude qu'à l'échelle régionale, tandis que **le constat inverse** peut être fait **pour les associations**. L'ensemble « Mutuelles + Fondations¹ » occupe en revanche une place identique dans le total des établissements de l'économie sociale aux niveaux du département et de la région.

En termes **d'effectifs** à présent, le poids des **coopératives** est **significativement supérieur** dans l'Aude à ce qu'il est en Languedoc-Roussillon. La part des associations y est plus réduite, mais l'écart entre le département et la région est moins significatif que pour les établissements. S'agissant enfin de l'ensemble « Mutuelles + Fondations », son poids dans le total des effectifs de l'économie sociale apparaît plus réduit au niveau départemental qu'à l'échelle régionale.

Ce dernier résultat peut s'expliquer, au moins en partie, par le fait que **plusieurs sièges sociaux** de mutuelles, de prévoyance et, de façon peut-être encore plus marquée, d'assurance, **sont implantés à Montpellier**, chef-lieu de la région. Quant au poids assez élevé des coopératives, il renvoie probablement à **l'importance de la coopération agricole dans ce département à dominante rurale**.

¹ La règle du secret statistique s'étant appliquée, s'agissant des effectifs et du montant des rémunérations, pour les mutuelles et les fondations, ces deux composantes ont dû être agrégées. Pour ce qui est des 41 établissements recensés dans cette rubrique, ils correspondent à 38 mutuelles et à 3 fondations.

En rapportant les rémunérations brutes versées dans l'année aux effectifs ETP, on peut se faire une idée, certes approximative, du **montant moyen des rémunérations selon les composantes juridiques** de l'économie sociale.

Globalement, ce montant moyen **s'établit à 26 K €** (soit un niveau très proche de ce que l'on observe dans le reste de l'économie privée – 25,7 K € – comme dans l'économie publique – 26,6 K €).

Il recouvre toutefois d'importantes différences selon les composantes juridiques considérées :

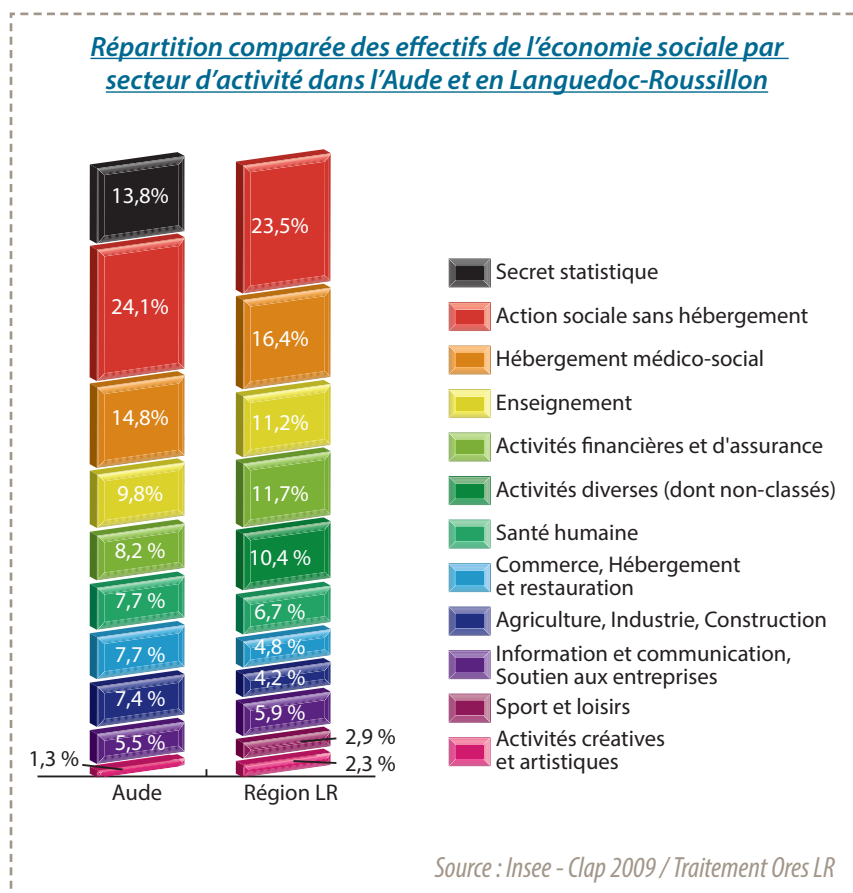
- ➔ **Coopératives : 33,4 K €**
- ➔ **Associations : 23,9 K €**
- ➔ **Mutuelles + Fondations : 28,8 K €**

Ces chiffres montrent que **le montant moyen des rémunérations est particulièrement élevé au sein de la composante coopérative** (ce qui n'est pas propre au département). Ce résultat, combiné au poids relativement important que représente cette composante dans l'économie sociale départementale, peut expliquer que **le différentiel entre le poids des effectifs et celui des rémunérations, pour l'ensemble de l'économie sociale, soit moins marqué dans l'Aude qu'en Languedoc-Roussillon (cf. supra).**

Le niveau assez faible du montant moyen des rémunérations au sein de la composante associative est tout à fait conforme à ce que l'on observe en général² et peut s'expliquer, au moins en partie, par le fait que **l'emploi à temps partiel y est relativement développé (cf. infra).**

² Cf. Insee Première n° 1390, février 2021 : « L'échelle des salaires est plus resserrée dans le secteur de l'économie sociale ».

Composition selon les secteurs d'activité



La répartition des effectifs ETP de l'économie sociale par secteur d'activité, au niveau du département, présente des éléments de similitude, mais aussi quelques différences, avec celle observée à l'échelle régionale.

Au titre des similitudes, on relèvera les éléments suivants :

→ Le secteur de l'**action sociale** dans son ensemble arrive largement en tête dans le total des effectifs de l'économie sociale aussi bien dans l'Aude qu'en Languedoc-Roussillon, et ce, avec des ratios très comparables : respectivement 38,9 % et 39,9 %.

De petites différences se font cependant jour dans la composition de ce secteur : le poids de l'action sociale sans hébergement est sensiblement plus élevé dans l'Aude qu'en Languedoc-Roussillon (24,1 % contre 23,5 %), tandis que le constat inverse peut être fait pour l'hébergement médico-social (14,8 % contre 16,4 %).

→ Avec 5,5 % du total des effectifs de l'économie sociale dans l'Aude, le secteur de l'information-communication et des soutiens aux entreprises occupe une place quasiment identique à celle constatée au niveau régional.

Au titre des différences, on mentionnera les éléments suivants :

- ➔ Les secteurs du **commerce** et de **l'hébergement-restauration**, d'une part, de **l'agriculture**, de **l'industrie** et de la **construction**, d'autre part, représentent des poids plus importants dans le total des effectifs de l'économie sociale au niveau du département que de la région : respectivement, 7,7 % contre 4,8 %, et 7,4 % contre 4,2 %. Dans les deux cas, on peut faire l'hypothèse que ces disparités renvoient, au moins en partie, à **un même facteur : le caractère à dominante rurale du département**, qui induit la présence d'un **nombre relativement élevé de coopératives agricoles**, relevant soit de l'industrie agroalimentaire, soit du commerce de gros.
- ➔ Le secteur des **activités financières et d'assurance** occupe à l'échelle départementale une place moins importante dans le total des effectifs de l'économie sociale qu'au niveau régional : 8,2 % contre 11,7 %. Ce différentiel peut s'expliquer, au moins en partie, par le fait que **le département de l'Aude n'accueille pas d'importants sièges sociaux de banques coopératives ou de mutuelles**, soit les types d'entreprises de l'économie sociale relevant de ce secteur d'activité. Ces sièges, généralement régionaux¹, sont implantés le plus souvent à Montpellier², et pour certaines entreprises à Perpignan.

L'analyse comparative à laquelle nous venons de procéder est rendue incomplète par l'occurrence de cas de **secret statistique** au niveau départemental. Ces cas concernent deux secteurs :

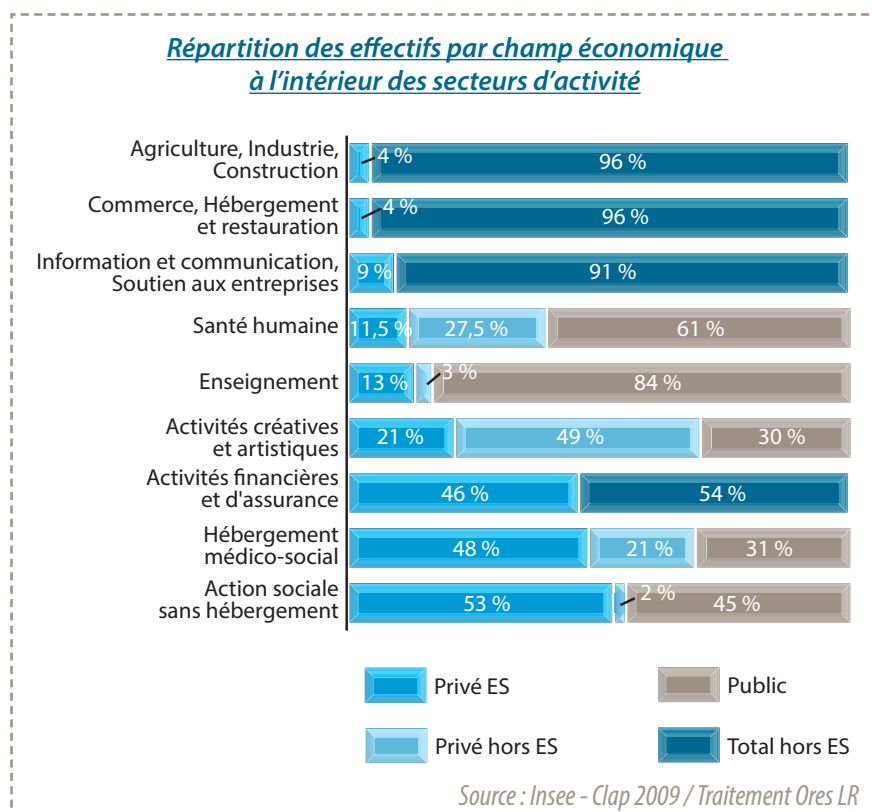
- ➔ Celui du **sport et des loisirs**, qui, d'une manière générale, représente une proportion relativement faible du total des effectifs de l'économie sociale. Le ratio correspondant s'établit ainsi à 2,9 % à l'échelle régionale.
- ➔ Celui dit des **activités diverses**, lequel correspond quasi exclusivement, à 97 % au niveau régional (où ces activités représentent 10,4 % des effectifs de l'économie sociale), à des emplois exercés dans des associations possédant un code APE 94.99Z, soit les « Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire ». Cet intitulé très général ne dit rien de l'activité effectivement exercée par ces établissements, ce qui constitue évidemment un obstacle par rapport à la connaissance statistique que l'on peut acquérir du champ de l'économie sociale. Constatant de plus qu'une « proportion non négligeable » de ces associations est versée à tort en 94.99Z, le Conseil national de l'information statistique (Cnis) a recommandé à l'Insee de réduire au maximum le poids de cette catégorie résiduelle³.

¹ Il faut préciser que le découpage régional adopté par les entreprises ne coïncide pas forcément avec le découpage administratif.

² Qui accueille aussi le siège national d'une mutuelle de l'économie sociale, l'Assurance Mutuelle Des Motards (AMDM).

³ Rapport du groupe de travail du Cnis « Connaissance des associations », décembre 2010. Pour expliquer cet état de fait, les rapporteurs invoquent le fait que les informations fournies aux gestionnaires du répertoire Sirene (Insee) ne sont pas toujours suffisamment précises, et qu'ils n'ont pas le temps nécessaire pour effectuer des recherches plus approfondies.

Place de l'économie sociale dans les secteurs d'activité



La répartition des effectifs ETP par champ économique¹, à l'intérieur des secteurs d'activité, permet de faire les constats suivants :

→ L'économie sociale occupe une place importante dans trois secteurs d'activité :

→ **L'action sociale sans hébergement**, où elle représente 53 % du total des effectifs. On notera toutefois que cette proportion est nettement inférieure à celle enregistrée à l'échelon régional : 70 %. Cette sous-représentation s'explique par le fait que **l'économie publique occupe**, au sein de ce secteur d'activité, **une place nettement plus importante dans l'Aude qu'en Languedoc-Roussillon** : 45 % contre 25 %.

→ **L'hébergement médico-social**, où elle représente 48 % du total des effectifs. Cette proportion est là encore significativement plus réduite qu'au niveau régional, où elle atteint 59,5 %. Contrairement au cas précédent, **c'est surtout le reste de l'économie privée qui occupe**, au sein de ce secteur d'activité, **une place nettement plus importante dans le département de l'Aude qu'à l'échelle régionale** : 21 % contre 13 %. Un écart, dans le même sens, existe aussi pour l'économie publique, mais moins marqué : 31 % contre 27,5 %.

→ **Les activités financières et d'assurance**, où elle représente 46 % du total des effectifs, soit un ratio légèrement plus faible qu'en Languedoc-Roussillon : 48 %. Ce différentiel s'explique, au moins en partie, par le fait que, comme on l'a vu, ce secteur d'activité, au sein de l'économie sociale, est **sensiblement moins développé dans l'Aude qu'en Languedoc-Roussillon**.

¹ Du fait de l'application de la règle du secret statistique, il n'a pas toujours été possible de différencier, en dehors de l'économie sociale, le reste de l'économie privée et l'économie publique. Dans ces cas, ces deux derniers champs économiques ont été confondus.

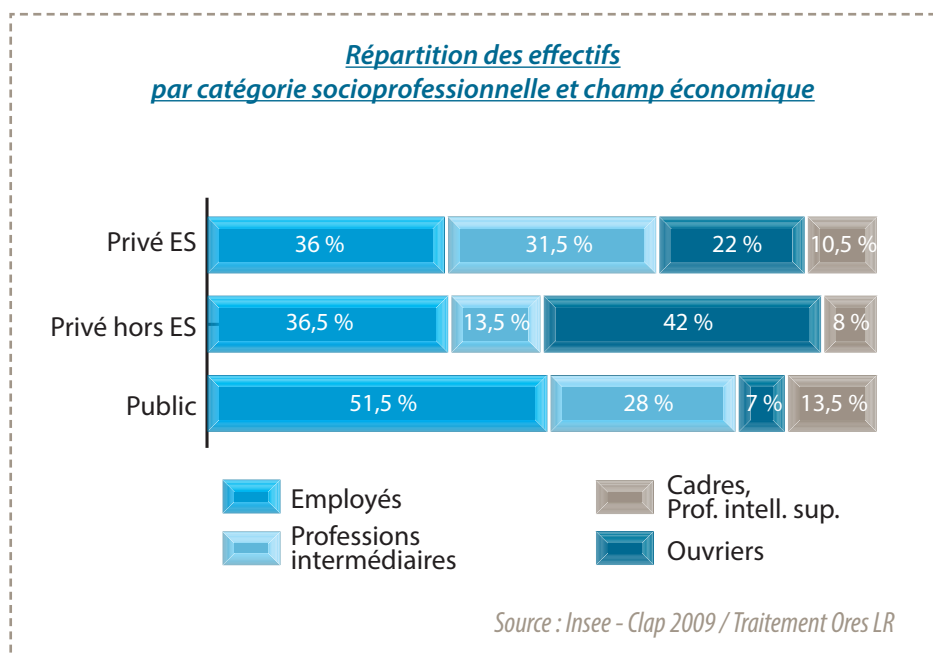
➔ L'économie sociale représente, avec 21 % des effectifs du secteur, une part moyennement importante de l'emploi dans les activités créatives et artistiques. Ce ratio est nettement inférieur à celui constaté à l'échelon régional : 36,5 %. Compte tenu de son ampleur, cet écart ne s'explique probablement pas seulement par le poids sensiblement plus faible de ce secteur d'activité, dans le total des effectifs de l'économie sociale, par rapport au résultat correspondant à l'échelon régional (*cf. supra*).

En revanche, **l'économie privée hors économie sociale comme l'économie publique occupent, au sein du secteur des activités créatives et artistiques, une place plus importante dans l'Aude qu'en Languedoc-Roussillon** : 49 % contre 40,5 % pour la première, 30 % contre 23 % pour la seconde.

➔ Dans tous les autres secteurs d'activité, conformément à ce que l'on observe aux autres échelons géographiques, notamment celui de la région, **l'économie sociale représente une fraction relativement réduite des effectifs.**

Composition et place de l'économie sociale

Répartition des effectifs par catégorie socioprofessionnelle



La répartition des effectifs par catégorie socioprofessionnelle (CS) fait apparaître des **profils assez différenciés** selon les champs économiques considérés :

- ➔ Les **employés** représentent 36 % du total des postes dans l'économie sociale, soit un pourcentage similaire à celui enregistré dans le reste de l'économie privée (36,5 %) et significativement inférieur au ratio correspondant dans l'économie publique (51,5 %).
- ➔ Le poids des **professions intermédiaires** est nettement **plus élevé dans l'économie sociale** (31,5 %) que dans le reste de l'économie privée (13,5 %) et sensiblement supérieur à ce que l'on observe dans l'économie publique (28 %).
- ➔ Avec 22 % du total des postes, la catégorie des **ouvriers** occupe dans l'économie sociale **une place nettement inférieure** que dans le reste de l'économie privée (42 %) et significativement supérieure au ratio correspondant dans l'économie publique (7 %).
- ➔ Enfin, la catégorie des **cadres et professions intellectuelles supérieures** représente, dans l'économie sociale, (10,5 %) **une part sensiblement plus importante** que dans le reste de l'économie privée (8 %) et légèrement moins forte que dans l'économie publique (13,5 %).

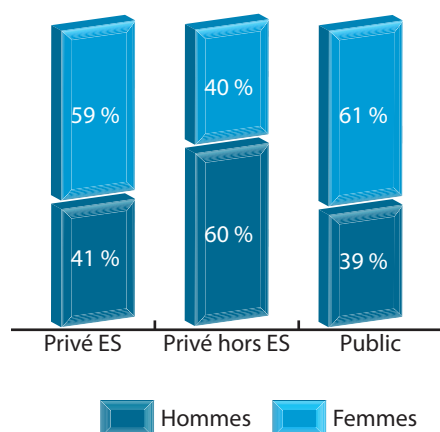
La répartition des effectifs par catégorie socioprofessionnelle, au sein de l'économie sociale audoise, présente **des dissemblances** assez marquées avec celle enregistrée à l'échelon régional :

- Les **employés** sont relativement **moins nombreux dans l'Aude qu'en Languedoc-Roussillon** (36 % contre 45 %), surtout au bénéfice de la catégorie des ouvriers : 22 % au niveau départemental contre 14 % en région. Ce dernier résultat peut être mis en relation avec **le poids relativement important du secteur de l'agriculture, de l'industrie et de la construction dans les effectifs de l'économie sociale audoise** (cf. supra). Il est à noter que ce relatif développement de la catégorie des ouvriers, comparativement avec l'échelon régional, s'observe aussi dans le reste de l'économie privée (42 % contre 37 %).
- La part des **professions intermédiaires** est sensiblement **plus forte au niveau départemental que régional** (31,5 % contre 29 %).
- A contrario, **les cadres et professions intellectuelles supérieures** représentent une proportion sensiblement **plus faible dans l'Aude qu'en Languedoc-Roussillon** (10,5 % contre 12,5 %). Il est à noter qu'un résultat analogue peut être observé dans le reste de l'économie privée (8 % contre 11 %) comme dans l'économie publique (13,5 % contre 19 %).

Au final, il ressort des éléments précédents que **le niveau des qualifications au sein de l'économie sociale est relativement réduit** par rapport à ce que l'on observe en général, notamment à l'échelle régionale. Ce constat, qui n'est pas propre à l'économie sociale, est évidemment à mettre en rapport avec **la répartition sectorielle des effectifs** (cf. supra).

Répartition des effectifs par sexe

Répartition des effectifs selon le sexe
des salariés par champ économique



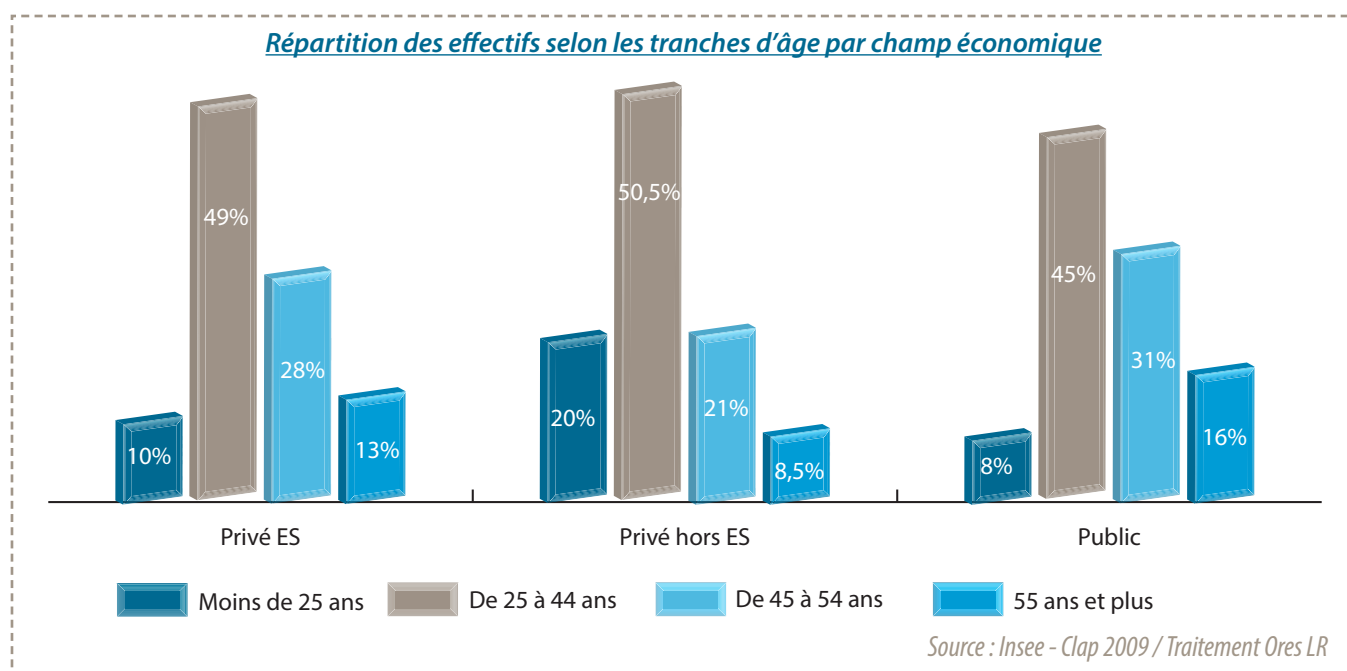
Source : Insee - Clap 2009 / Traitement Ores LR

Les femmes représentent 59 % des effectifs dans l'économie sociale audoise, soit **une proportion nettement supérieure** à ce que l'on observe dans le reste **de l'économie privée** (40 %) et **légèrement inférieure** au ratio correspondant **dans l'économie publique** (61 %).

Cette forte féminisation de l'emploi dans l'économie sociale renvoie au fait que cette dernière est **très développée dans des secteurs d'activité qui emploient traditionnellement beaucoup de femmes**, au premier chef celui de l'action sociale.

On notera que **la part des femmes dans le total des effectifs de l'économie sociale audoise est significativement inférieure à ce que l'on observe à l'échelle régionale** : 59 % contre 67 %.

Répartition des effectifs par tranche d'âge



La répartition des effectifs par tranche d'âge montre l'existence de différences assez significatives entre les champs économiques considérés :

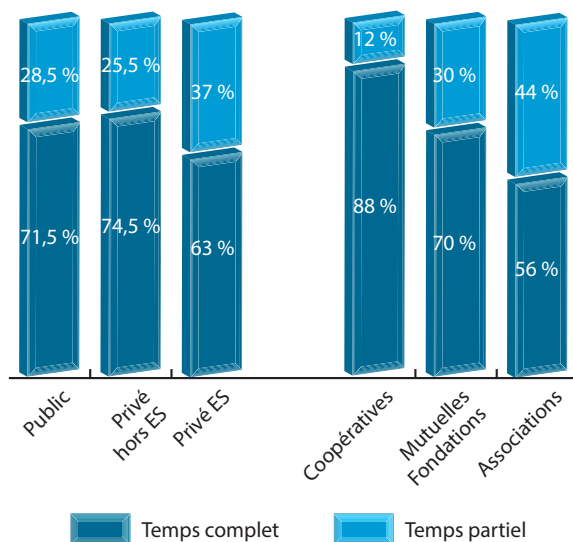
- Les salariés de **moins de 25 ans** représentent, au sein de l'économie sociale, une proportion (10 % du total des postes annuels) significativement **moins élevée que dans le reste de l'économie privée** (20 %) et sensiblement **plus forte que dans l'économie publique** (8 %).
- La tranche d'âge intermédiaire **de 25 à 44 ans** représente une **part assez proche dans l'économie sociale et le reste de l'économie privée** (respectivement, 49 % et 50,5 %), et occupe une place sensiblement plus **réduite dans les effectifs de l'économie publique** (45 %).
- S'agissant des tranches d'âge supérieures, **de 45 à 54 ans et 55 ans et plus**, elles représentent, au sein de l'économie sociale, des proportions significativement **plus fortes** (28 % et 13 %) **que dans le reste de l'économie privée** (21 % et 8,5 %) et sensiblement **plus réduites que dans l'économie publique** (31 % et 16 %).

Au final, il ressort des éléments précédents que, **par rapport à la question du vieillissement des salariés, l'économie sociale occupe une position intermédiaire entre le reste de l'économie privée et l'économie publique**. Elle devrait donc connaître, dans les années à venir, un mouvement de départs à la retraite et, partant, de renouvellement de ses salariés, assez significatif, et en tout état de cause plus marqué que dans le reste de l'économie privée. On peut ainsi estimer que **ce sont plus de 1 400 personnes qui devraient, d'ici à 2019, prendre leur retraite dans les établissements de l'économie sociale audoise**.

Ces résultats à l'échelle départementale sont tout à fait conformes à ce que l'on observe en général, quel que soit l'échelon géographique considéré. On peut en conclure que **l'économie sociale devrait constituer un terrain particulièrement favorable pour le dispositif des Contrats de génération**.

Conditions d'emploi

Répartition des effectifs selon les conditions d'emploi des salariés par champ économique et composante juridique de l'économie sociale



Comparativement aussi bien à l'économie publique qu'au reste de l'économie privée, l'économie sociale se distingue par le fait que les salariés à **temps non complet**, soit pour l'essentiel à temps partiel, représentent **une proportion relativement importante** du nombre total des postes : 37 % contre 28,5 % dans la première et 25,5 % dans la seconde.

Ce résultat s'explique par le fait que l'économie sociale est fortement **présente dans des domaines d'activité** où le travail à **temps partiel est traditionnellement très développé**, notamment celui de l'aide à domicile (qui relève du secteur de l'action sociale).

Le ratio global pour l'économie sociale recouvre **des différences marquées selon les composantes juridiques** considérées. Le taux d'emplois à temps non complet varie ainsi de seulement 12 % dans les coopératives à 44 % dans les associations, en passant par 30 % dans l'ensemble « Mutuelles + Fondations ».

Ces disparités sont tout à fait conformes à ce que l'on observe en général, notamment au niveau régional. On notera toutefois, s'agissant de la composante associative, que **la proportion d'emplois à temps non complet y est plus réduite dans le département qu'en région** : 44 % contre 51 %. Ce différentiel explique à son tour que le taux d'emplois à temps non complet soit, à l'échelle de l'économie sociale dans son ensemble, plus faible dans l'Aude qu'en Languedoc-Roussillon : 37 % contre 44 %.

Le poids relativement plus réduit des emplois à temps non complet dans les associations du département, par rapport à ce que l'on observe en région, peut s'expliquer par le fait que **les secteurs d'activité où ce type d'emplois est particulièrement développé**, en particulier l'action sociale sans hébergement et l'enseignement, occupent **une place plus restreinte** dans les effectifs de l'économie sociale audoise qu'en Languedoc-Roussillon.

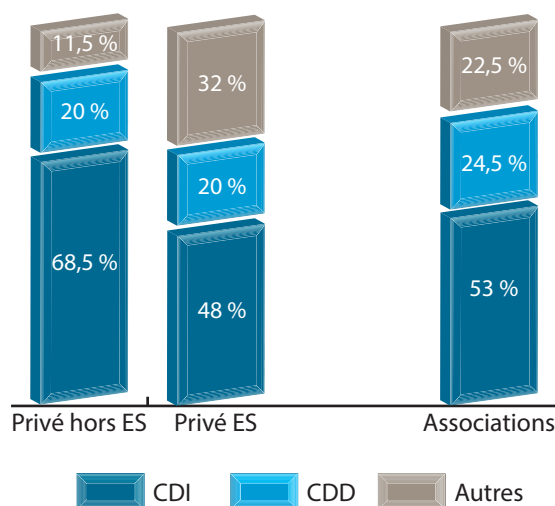
Nature du contrat de travail

Deux lacunes rendent délicat l'examen de la répartition des effectifs selon la nature du contrat de travail :

→ Les salariés des trois Fonctions publiques sont comptabilisés dans la catégorie « **Autres contrats** », de sorte que **les résultats obtenus pour ce champ économique ne sont pas significatifs** (c'est pourquoi ceux-ci n'ont pas été portés sur le graphique ci-contre).

→ Un même constat peut être fait pour la **composante coopérative de l'économie sociale**. L'explication tient en ce que beaucoup de coopératives relevant de régimes spéciaux de sécurité sociale, font leur déclaration auprès de la DGFIP sous un format différent de la DADS. Les données ainsi collectées par la DGFIP sont transmises à l'Insee sans qu'y figurent des informations relatives à la nature du contrat de travail. Cette variable est alors codée « Sans contrat » dans le fichier DADS de l'Insee car, par convention, les données manquantes sont systématiquement traitées de la sorte. Or, ce cas de figure relève de la catégorie « Autres contrats », de sorte que les résultats obtenus pour les coopératives ne peuvent pas, eux non plus, être pris en considération (c'est pourquoi ceux-ci n'ont pas été portés sur le graphique ci-contre).

Répartition des effectifs selon la nature du contrat de travail par champ économique et pour la composante associative



SOURCE : INSEE - CLAP 2009 / TRAITEMENT ORES LR

Les données relatives à la composante coopérative ayant elles-mêmes un impact sur la moyenne obtenue pour l'économie sociale dans son ensemble (dont les résultats ont néanmoins été portés dans le graphique ci-dessus), la seule analyse légitime pouvant être faite découle de la comparaison **entre la composante associative de l'économie sociale et le reste de l'économie privée**. Elle permet de constater que **la proportion de salariés en CDI est significativement plus réduite** dans la première que dans la seconde : 53 % contre 68,5 %.

La part des salariés en CDD est sensiblement plus forte dans la composante associative que dans le reste de l'économie privée (24,5 % contre 20 %), tandis que celle des « Autres contrats » est nettement plus développée dans la première que dans la seconde (22,5 % contre 11,5 %). Cette dernière catégorie recouvre treize types de situations dont celles des salariés en contrats d'apprentissage ou en contrats aidés (Contrats Nouvelle Embauche, Contrats d'Avenir, Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi...). Sachant que les associations sont de fortes pourvoyeuses d'emplois aidés, on peut supposer que l'essentiel de l'écart constaté entre ces dernières et l'économie privée hors économie sociale, quant à la proportion des « Autres contrats », leur est imputable.

Ces résultats sont tout à fait comparables à ceux que l'on observe en général, notamment à l'échelon régional.

Conclusion

Les résultats présentés dans ce Panorama montrent que l'économie sociale occupe une place non négligeable dans l'Aude. Correspondant globalement à environ 12 % des effectifs départementaux, elle représente une part essentielle du secteur de l'action sociale, avec ou sans hébergement, ainsi que de celui des activités financières et d'assurance. Ce constat met en lumière la diversité de l'économie sociale laquelle, même si c'est parfois au travers d'un nombre d'emplois réduit, est présente quasiment dans tous les secteurs d'activité.

Dans les grandes lignes, les résultats portant sur l'économie sociale départementale sont assez comparables à ceux obtenus au niveau d'autres échelons géographiques, notamment pour la région Languedoc-Roussillon. Quelques particularités sont toutefois notées, notamment s'agissant des caractéristiques de l'emploi. Celles-ci semblent trouver leur origine, au moins en partie, dans le fait que la composante coopérative représente un poids relativement élevé dans le total des effectifs de l'économie sociale audoise. Cette caractéristique renvoie elle-même au fait que les coopératives agricoles sont relativement nombreuses dans ce département à dominante rurale.

Cela étant, au-delà de quelques particularités mentionnées au fil de l'étude, il n'en demeure pas moins que, globalement, les caractéristiques de l'emploi dans l'économie sociale départementale présente des spécificités marquées, surtout vis-à-vis du reste de l'économie privée :

- ➔ Importance de la place occupée par les professions intermédiaires.
- ➔ Importance du nombre de salariés féminins.
- ➔ Nombre relativement élevé de salariés appartenant aux tranches d'âge supérieures.
- ➔ Proportion relativement élevées de salariés travaillant à temps partiel.

Ces spécificités laissent penser que toutes les questions liées à la gestion des richesses humaines constituent un enjeu majeur pour la pérennité et le développement futur des entreprises de l'économie sociale audoise, qu'il s'agisse de professionnaliser certains salariés, de consolider des emplois ou encore d'anticiper les départs à la retraite et les renouvellements de salariés qui en découleront.

Ores LR

Observatoire régional
de l'économie sociale
LANGUEDOC-ROUSSILLON

Finalités

- Observer et comprendre le fonctionnement de l'économie sociale régionale.
- En anticiper les évolutions et transformations.
- Contribuer à l'orientation des choix stratégiques et de développement du secteur.

Objectifs

- Répertorier et qualifier les données statistiques portant sur l'économie sociale régionale.
- Mettre en oeuvre des procédures de capitalisation et d'actualisation des données.
- Produire des synthèses rendant compte des caractéristiques de l'économie sociale en Languedoc-Roussillon et ses évolutions.
- Élaborer des indicateurs permettant d'en évaluer l'importance tant du point de vue quantitatif qu'en termes d'utilité sociale.

Organisation

- Comité de pilotage : composé de représentants des pouvoirs publics et des têtes de réseaux de l'économie sociale régionale, sa mission est de définir et d'orienter le programme de travail de l'Ores LR.
- Comité scientifique et technique : composé de chercheurs et des représentants des organismes fournisseurs de données, sa mission est de contrôler la validité des méthodologies de traitement, d'aider à l'interprétation des résultats et à leur mise en perspective, sur les plans à la fois de l'analyse et de la théorie économique.
- Équipe opérationnelle : composée des permanents de la Cres LR, elle est chargée d'assurer l'animation et le fonctionnement de l'Observatoire.

Cres LR

Chambre régionale
de l'économie sociale
LANGUEDOC-ROUSSILLON

La Chambre Régionale de l'Économie Sociale Languedoc-Roussillon (Cres LR) regroupe un ensemble de réseaux coopératifs, mutualistes et associatifs qui se reconnaissent dans le concept d'économie sociale (ESS).

Elle a pour but de rassembler, défendre, promouvoir et représenter ses membres (associations, mutuelles et coopératives) en favorisant l'émergence et le développement des structures du secteur.

Parmi ses missions figure l'Ores LR.

Cres LR - Mars 2013



cres

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
Languedoc-Roussillon

68 rue Pablo Casals - 34 000 Montpellier
Tel : 04 67 60 20 28 - contact@creslr.org
www.creslr.org